

Intervention de Richard Ferrand  
Président du Groupe Socialistes et apparentés  
Session des 21-22 octobre 2010

Monsieur le Président, Cher(es) Collègues, Mesdames, Messieurs,

Malgré ce que je viens d'entendre, je veux croire, que nous siégeons tous, ici dans cette Assemblée, parce que nous avons confiance dans l'avenir de la Bretagne, parce que nous souhaitons servir son aménagement, soutenir les projets de développement des bretonnes et des bretons pour le bien-être de la population.

Notre engagement, notre confiance et notre détermination à agir injurieraient la réalité et n'auraient guère de crédibilité si elles ne s'exprimaient pas dans la claire conscience des difficultés collectives et individuelles, liées à de nombreux plans de licenciement qui frappent partout, en plus des dégâts humains liés aux crises agricoles.

Je ne me risquerai pas à une liste exhaustive mais un regard sur les six derniers mois nous rappelle Chaffoteaux à Ploufragan, Socopa à Lamballe, Néolait à Trégueux, Jabil à Brest, Nutrèa à Cast, Téléperformances à Rennes, Thomson et TDF à Cesson Sévigné et Brest, ou encore Dandy à Pontivy, ou Saupiquet à Saint Avé.

Chaque fois, des centaines de familles se trouvent plongées dans l'angoisse par la perte d'emploi et la perte de revenus.

Certes, et bien heureusement, des entreprises se créent, d'autres se développent, mais nous devons mesurer le désarroi des familles et des territoires qui subissent de plein fouet ce que, par antiphrase, on appelle des plans sociaux alors qu'il s'agit de plans de licenciement et de déclassement.

On connaît le cynisme de l'usage des chiffres : 1 000 ou 1 500 chômeurs de plus, c'est une statistique et l'on oublie qu'un licenciement, pour celui qui le subit, est un drame.

C'est dans ce contexte de profonde solidarité avec le monde du travail que nous abordons cette session. Solidarité avec celles et ceux qui entreprennent et que le monde de la rente et de la finance étranglent et écoeurent.

Le contexte social, vous l'avez évoqué, Monsieur le Président.

Permettez-moi de souligner le travail d'intoxication générale des esprits auquel se livrent les Conservateurs, bien aidés en cela par la pensée non plus unique mais servile des bien-portants-bien-pensants, qui s'improvisent médecins de Molière de l'économie et de la vie sociale, et ne connaissent que la saignée comme thérapeutique.

Qu'entend-on ? Que nous dit-on ?

La Sécurité sociale ? C'est devenu hors de prix.

Il conviendrait aujourd'hui de se soigner moins et de payer plus.

Sur les retraites, puisque la vie s'allonge, il faut travailler plus et percevoir moins.

Sur l'action publique et les services publics, seul patrimoine de celles et ceux qui n'en ont aucun, ils coûtent trop chers et il conviendrait que les collectivités jouent aussi ce jeu en réduisant leur action.

Bref, la solidarité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations, la solidarité entre les territoires ... tout cela est trop cher et il nous faudrait encore y renoncer au nom des déficits abyssaux.

Telle est la vulgate contemporaine que ne renierait d'ailleurs aucun comptable consciencieux.

Mais, dans le même temps, au nom de l'abaissement du coût du travail et de la sacro-sainte mondialisation, les cotisations sociales diminuent, la taxe professionnelle est rayée d'un trait de plume, tandis que le bouclier fiscal protège les plus riches.

En réalité, le gouvernement brandit la crise des déficits et des dépenses mais sans jamais vouloir simplement constater que c'est une crise des recettes qui conduit à la rupture du lien social et au délabrement des moyens publics d'agir.

Personne, y compris au sein des cortèges de protestations, ne nie la nécessité de

réformer, de faire évoluer les systèmes de solidarité en lien avec toutes les évolutions contemporaines, mais chacun exige, au plus profond de lui-même, que cela se fasse dans la justice, en rupture avec l'obscénité que représente l'augmentation des privilèges de certains au détriment des droits du plus grand nombre.

Plus que jamais, les fondements de progrès et d'égalité de la République doivent être revivifiés, solidifiés, pour que les adaptations nécessaires se fassent dans le juste partage de la contribution collective.

C'est cette exigence et un profond sentiment d'injustice qui motivent les bretonnes et les bretons et, avec eux, toutes les forces de progrès pour s'opposer aux processus législatifs actuellement en cours.

Dans ce contexte, que le pouvoir soit franc : il crée les conditions d'une économie de services privés en substitution des services publics.

Illustration de cette duplicité, les vœux de la Droite de cette Assemblée de voir inscrits dans le SNIT les travaux ferroviaires sur Brest, Quimper et l'achèvement de la RN 164, parce que ce sont les mêmes qui portent au Parlement l'idée qu'il faut dépenser et investir toujours moins, alors qu'en Région, ils se voudraient les promoteurs et les plus ardents des projets d'investissements.

On sait ce qu'il advient d'un vœu, qu'il soit provisoire ou perpétuel, même s'il n'y a que la foi qui sauve.

Nous préférons l'action au quotidien et la volonté chaque jour affirmée dans de rudes et sérieuses négociations de nos exigences, aux vœux régionaux d'opportunité, qui sont en l'espèce autant de tentatives de dissimulations des choix politiques nationaux.

Sur la RN 164, l'élu Centre Breton que je suis, ne se lasse pas de vous rappeler l'engagement du Président de la République en 2007 proclamant à Châteauneuf du Faou « qu'il faut achever cette route et terminer ce chantier ».

On sait ce qu'il est advenu depuis : c'est-à-dire rien. Evoquer le plan routier et une sorte de protocole compassionnel pour le centre Bretagne ne produit rien.

Plus exactement, tout récemment, le Ministre de la Relance, est venu inaugurer un rond-point, flanqué du député Le Fur et de lui seul, snobant ainsi la Région, et omettant de signaler que le Conseil Régional avait préfinancé les opérations sur cette route, et en avait financé d'autres, seul, pour 16 millions d'euros.

Que personne ne croit que seule notre susceptibilité a été heurtée. En vérité, il s'agit d'une nouvelle illustration de la gestion des affaires publiques qui consiste à faire toujours moins et à communiquer toujours plus, dans l'irrespect des partenaires.

Mme Malgorn évoquait l'emploi avec l'aplomb que l'on sait.

Un autre enjeu vient à l'esprit, qui illustre ces pratiques insupportables : au moment où tous les Conseils généraux de Bretagne se mobilisent pour la mise en œuvre du RSA, et que le Conseil Régional, pour amplifier et optimiser ce dispositif, ouvre ses politiques de formation à nos concitoyens en parcours d'insertion, voilà que le Gouvernement met un coup d'arrêt au financement des contrats aidés.

Cette situation, je cite, nuit « à l'accompagnement des élèves handicapés par le recrutement d'agents du Ministère de l'Education nationale », je cite toujours « le non respect de l'engagement de l'Etat soulèverait un problème politique ingérable », je cite encore, « une enveloppe complémentaire est absolument indispensable sauf à conduire à une rupture brutale ».

Je ne citais pas un brulot gauchiste mais un courrier du Préfet de Région du 12 octobre dernier au délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle.

Là encore, on s'attaque à celles et ceux que l'on prétend motiver à retourner vers l'emploi, à se former et à se qualifier avec le soutien du Conseil Régional ... pour finalement piétiner les conventions et les partenariats sans crier gare.

Des publics fragiles et des structures d'insertion et de formation, elles-mêmes fragiles, apprennent, à leurs dépens, qu'en matière sociale et de politique de l'emploi, il n'y a pas de bouclier mais seulement le glaive de brutales restrictions budgétaires.

Chacun comprendra pourquoi, précisément, nous devons, nous aussi en Bretagne, redoubler d'efforts et de dynamisme pour porter l'ambition bretonne.

Il nous faut le faire tout en disant clairement qu'avec la réduction imposée des ressources des collectivités locales, jamais et à aucun moment, le Conseil Régional n'aura la capacité de se substituer aux défaillances de l'Etat et à la paralysie progressive des Conseils généraux.

Pour autant, la session qui nous réunit, revêt une importance toute particulière, j'allais dire historique, puisque, sur les infrastructures, comme sur l'énergie, elle prépare la

Bretagne aux défis des trois prochaines décennies.

De vastes chantiers que notre majorité conduit sereinement, fermement et efficacement.

Aux discours volontaristes, à l'action velléitaire, nous opposons des discours pragmatiques, une action efficace pour permettre l'attractivité des territoires bretons.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est dans l'adversité que nous démontrerons notre force de caractère et notre fermeté d'âme, par la réalisation de nos projets et dans la solidarité avec la population.

Rien ni personne ne nous fera renoncer aux ambitions que nous portons pour notre Région et pour les générations futures.

« C'est l'honneur des hommes de travailler à une œuvre qui les dépasse et dont ils ne verront jamais le plein accomplissement ».

Ce précepte de Jean Jaurès fixe notre ligne de conduite.

Je vous remercie.